SERVICES SUSCEPTIBLES D'ETRE RETENUS POUR LE RECLASSEMENT

	NATURE DES SERVICES	TEXTES		ATTENTION	PIECES A FOURNIR
①.1	Service national actif	Loi n° 71-424 du 10.06.71 modifiée	<ul style="list-style-type: none"> . Pris en compte pour sa durée totale dans le reclassement. . Pas de coefficient. 	La journée d'appel n'est pas retenue.	→ Certificat de position militaire mentionnant les dates d'incorporation et de libération.
①.2	Service civique	Décret n° 2006-1827 du 23.12.06 Article 11	<ul style="list-style-type: none"> . Pris en compte pour sa durée totale dans le reclassement. . Pas de coefficient. 	Le volontariat de solidarité internationale n'est pas retenu.	→ Certificat/Attestation de position mentionnant les dates de début et de fin
②	Services hors de France	Décret n° 51-1423 du 5.12.51 modifié article 3 alinéa 2	<ul style="list-style-type: none"> . Services de professeur, de lecteur ou d'assistant dans un établissement d'enseignement à l'étranger. . Pris en compte pour la totalité de la durée effectuée. 	Sont exclus tous les autres services.	→ Dossier à votre disposition au Rectorat - service DPEP - porte 41 - tél. 0262 48 11 15
③	Agent <u>TITULAIRE</u> de l'Etat, des Collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent ↗				
		Décret n° 51-1423 du 5.12.51 modifié article 11-2 article 11-3 article 11-4	<ul style="list-style-type: none"> . Catégorie A : <ul style="list-style-type: none"> . prise en compte de la totalité de la durée effectuée . Catégorie B : <ul style="list-style-type: none"> . 0 à 5 ans : aucun service n'est retenu . 5 à 12 ans : services retenus → la moitié . Au-delà de 12 ans : services retenus → les trois quarts . Catégorie C : <ul style="list-style-type: none"> . 0 à 12 ans : services retenus → 8/12è . Au-delà de 12 ans : services retenus → 7/12è 		<ul style="list-style-type: none"> → Dernier arrêté de promotion ou de classement indiquant l'échelon et l'indice brut détenus. <li style="text-align: center;">+ → Grille indiciaire et grille d'avancement du grade. <li style="text-align: center;">+ → Etat des services indiquant les périodes et la quotité de services (temps plein ou temps partiel).

④	Agent <u>NON TITULAIRE</u> de l'Etat, des Collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent ↗				
* Personnel relevant d'une carrière structurée en échelons	Décret n° 51-1423 du 5.12.51 modifié article 11-5	<p>Les services doivent avoir été accomplis de façon continue.</p> <ul style="list-style-type: none"> . Catégorie A : <ul style="list-style-type: none"> . 0 à 12 ans : services retenus → la moitié . Au-delà de 12 ans : services retenus → les trois quarts . Catégorie B : <ul style="list-style-type: none"> . 0 à 7 ans : aucun service n'est retenu . 7 à 16 ans : services retenus → 6/16è . Au-delà de 16 ans : services retenus → 9/16è . Catégorie C : <ul style="list-style-type: none"> . 0 à 10 ans : aucun services n'est retenu . Au-delà de 10 ans : services retenus → 6/16è . Services ATER (Attaché temporaire d'enseignement et de recherche) : <ul style="list-style-type: none"> . catégorie A : prise en compte de la totalité de la durée effectuée 	<p>Il n'est pas tenu compte des services lorsque l'interruption qui sépare leur cessation de la nomination dans le nouveau corps est supérieure à un an.</p> <p>Lorsque vous justifiez de plusieurs périodes contractuelles, les différents services ne peuvent être pris en compte que si les interruptions qui les séparent n'excèdent pas un an.</p>	<p>→ Etat des services indiquant les périodes et la quotité de services (temps plein ou temps partiel).</p> <p>ou</p> <p>→ Attestation précisant par année effectuée le nombre d'heures dues pour un temps complet et en cas de temps partiel le nombre d'heures effectuées par an.</p>	
⑤	Autres services ↗				
⑤.1	* Personnel hors carrière structurée en échelons	Décret n° 51-1423 du 5.12.51 modifié article 11	<ul style="list-style-type: none"> . Services de Maître d'Internat et Surveillant d'Externat : <ul style="list-style-type: none"> . services effectués x coefficient 100/135è . Service d'Assistant d'éducation : <ul style="list-style-type: none"> . services effectués x coefficient 100/135è . Service d'EAP : <ul style="list-style-type: none"> . services effectués x coefficient 100/135è . Services de Maître auxiliaire : <ul style="list-style-type: none"> . services effectués x coefficient caractéristique (MA1 – MA2 ou MA3) 		<p>→ Copie du contrat</p> <p>ou</p> <p>→ Etat des services</p>
⑤.2	* Vacances d'enseignement	Circulaire ministérielle n° 0573 du 12/11/04	<p>Vacations d'enseignement uniquement.</p> <ul style="list-style-type: none"> . Temps complet 18 h (pour le 2nd degré) ou 27 h (pour le 1^{er} degré). . Prise en compte de la durée effectuée pour 50 %. 		<p>→ Copie du contrat pour les services de vacation d'enseignement .</p>

⑤ Autres services ➡ (suite)					
⑤.3	Enseignement dans le privé ⑥	Décret n° 51-1423 du 5.12.51 modifié article 7 bis	<ul style="list-style-type: none"> . Services d'enseignement accomplis dans des Ets ou classes sous contrat → pris en compte en totalité, puis application du coefficient caractéristique en fonction de la date des services . Services d'enseignement accomplis dans une classe hors contrat : → pris en compte pour les deux tiers puis application du coefficient caractéristique en fonction de la date des services 		→ Etat des services indiquant les périodes et la quotité de services (temps plein ou temps partiel) et <u>indiquant obligatoirement</u> le statut de l'établissement (sous contrat ou hors contrat).
⑤.4	Services relevant du droit privé ⑤ <i>(uniquement pour les lauréats du 3ème concours)</i>	Décret n° 90-680 du 1.8.90 modifié article 20	<ul style="list-style-type: none"> . Bonification d'ancienneté d'une durée de : <ul style="list-style-type: none"> . 1 an : si la durée d'activité professionnelle est inférieure à 6 ans . 2 ans : lorsque la durée est comprise entre 6 ans et 9 ans . 3 ans : lorsque la durée est supérieure à 9 ans <p><i><u>NB</u> : Les agents issus des troisièmes concours qui avaient la qualité de fonctionnaire ou d'agent non titulaire préalablement à leur nomination, peuvent opter entre la bonification ci-dessus et la prise en compte de l'ancienneté acquise au titre des services antérieurs, en application des dispositions du décret du 5 décembre 1951.</i></p>	Ces services ne peuvent être comptabilisés dans l'ancienneté générale de services (AGS) puisqu'il s'agit d'un contrat relevant du droit privé.	→ Attestation, certificat de travail ou toutes pièces justifiant des services.